

influence sur son commerce extérieur et sur son système colonial ne peut être douteuse. Une nouvelle ère se forme pour la nation portugaise. La conséquence la plus immédiate qui doit en résulter, c'est l'affranchissement de la domination anglaise, qui depuis 1703 n'a cessé d'aller en croissant, et qui, depuis le départ du roi pour le Brésil, absorbait toute autre autorité dans l'administration intérieure. Nous n'en rappellerons point ici les preuves multipliées; qu'il nous suffise de remarquer que l'effet naturel de la révolution qui vient de s'opérer à Lisbonne doit en amener une générale dans son système politique, donner plus d'essor à son industrie, et tirer cette nation intéressante de l'état de torpeur et de nullité où son ancien gouvernement l'avait tenue jusqu'ici.

Les faibles changemens survenus dans le commerce portugais depuis plus d'un siècle ne nous obligent à aucun détail étendu pour compléter le récit de l'historien des deux Indes. L'industrie intérieure n'ayant fait que peu de progrès, et la culture étant encore dans le même état qu'il y a trente ans, aucune grande amélioration n'a pu s'opérer dans sa prospérité et son activité commerciale; nous nous bornerons donc à un petit nombre de considérations.

Et d'abord, jetons un coup-d'œil sur les causes qui ont tenu l'agriculture portugaise dans l'état où elle se trouve encore, et d'où les événemens qui se préparent dans ce royaume, sagement

conduits, ne peuvent manquer de la tirer, par l'influence qu'ils doivent avoir sur l'industrie individuelle, sur la liberté du travail et les spéculations agricoles.

Pendant long-temps le cultivateur portugais, borné à la consommation intérieure, se contentait de demander à la terre ce qui lui était absolument nécessaire pour suffire à ses besoins; mais, comme il n'y avait pas d'abondance, le blé se maintenait constamment à un prix élevé. Il n'en fallut pas davantage pour que l'Angleterre, toujours attentive à ses intérêts, offrit aux Portugais de leur fournir des grains à meilleur marché qu'ils ne pouvaient les avoir dans leur propre pays. Le gouvernement permit facilement cette importation, et ne prévint pas les suites qu'elle aurait pour l'agriculture, si en même temps on ne protégeait point celle-ci. Le Portugal était alors riche en espèces; c'était vers le commencement du dernier siècle. Les grains arrivèrent en Portugal, et furent vendus un tiers au-dessous de ceux du pays. Les Anglais perdirent ou gagnèrent trop peu d'abord; mais ils savaient, en négocians habiles, que ce n'était qu'une avance qui leur rentrerait bientôt avec usure. Les cargaisons de grains, quoique multipliées, disparaissaient et ne pouvaient suffire aux demandes des marchés. Aussitôt que le blé arrivait, il était enlevé, et le paysan retournait dans son village sans avoir rien vendu de ce qu'il avait porté au marché. Peiné d'une pareille

situation, le cultivateur se découragea, et la plupart des fermes furent abandonnées; chaque possesseur de terres ne cultiva juste que ce qu'il lui en fallait pour sa subsistance. Bientôt de vastes champs qu'on avait vus couverts de moissons restèrent incultes, et se changèrent en savanes abandonnées. On ne s'aperçut que plusieurs années après de la faute qu'on avait faite; il n'était plus temps d'y remédier. Les gens intéressés dirent que c'était la faute du sol, qui était naturellement stérile; qu'il ne pouvait suffire à la subsistance de la nation; et que, sans s'occuper de l'agriculture, c'était dans le revenu de ses mines et les produits de ses riches colonies que le Portugal devait placer son soutien; que l'Europe pourvoirait suffisamment aux besoins de la consommation de ce pays.

Le marquis de Pombal, dont la mémoire sera toujours chère aux Portugais, n'était point de cet avis. Pendant tout son ministère il combattit cette doctrine favorable au commerce anglais, et ruineuse pour l'agriculture de son pays. Mais ses soins furent inutiles: quelque chose d'ailleurs d'impatient, de hautain et d'absolu dans son caractère, dans ses procédés et sa conduite, donna des armes contre lui, et empêcha le bien qu'il voulait faire: tant il est vrai que le despotisme est l'ennemi de toute pensée utile, et qu'il étouffe les semences généreuses que lui-même cherche à répandre! Cependant le mouvement que Pombal avait donné se soutint quelque temps; et nous

voyons par les récits des voyageurs qu'à l'époque où commença la guerre entre l'Angleterre et ses colonies, les Portugais se félicitaient déjà d'être parvenus à suffire à plus de la moitié de leur subsistance, situation dans laquelle ils ne s'étaient pas trouvés depuis plus d'un demi-siècle. Mais cet heureux aspect cessa bientôt, et l'agriculture, ainsi que les arts et l'industrie, retombèrent à peu près dans l'état précédent.

Cependant l'expérience avait commencé à éclairer les Portugais sur les véritables richesses des états. Ils savaient que l'agriculture était infiniment plus importante pour eux que les mines d'or et d'argent. Ces sources illusoire ont perdu de leur prix à leurs yeux depuis qu'ils ont comparé la situation de leur pays avec celle des peuples dont les revenus sont fondés sur l'agriculture, la liberté du travail et l'activité du commerce.

L'académie de Lisbonne, établie en 1775, n'a pas peu contribué par ses recherches et par ses écrits, par les prix d'encouragement qu'elle a distribués, à éveiller l'industrie agricole et manufacturière dans le royaume. L'objet de ses sollicitudes fut surtout de faire creuser des canaux, de rendre les rivières navigables, d'introduire des machines utiles aux arts, de faire défricher des marais, d'ouvrir de nouvelles routes au commerce, de nouveaux débouchés à l'industrie, soins frappés en quelque sorte de stérilité tant qu'une domination étrangère a tenu ce pays en tutelle et gou-

verné dans des vues d'intérêt étranger. L'instant est venu où ils doivent avoir plus de réalité.

Peut-être y a-t-il un vice capital dans l'organisation territoriale du royaume, et qui s'opposera toujours à l'essor de la culture et des richesses qui en naissent : c'est que les propriétés y sont trop vastes, trop étendues ; il n'y a pas assez de petits propriétaires ; les grandes routes sont mal entretenues, et des rivières sont obstruées dans leur cours. Les laboureurs ne sont pas assez nombreux, ni aussi considérés qu'ils devraient l'être ; ils sont accablés de redevances féodales, d'impositions, et quelquefois d'oppression de tout genre. Les jours de fêtes sont beaucoup trop multipliés ; les fermiers ignorans ; leurs enfans abandonnent trop facilement leur état pour aller dans les villes, où souvent ils se dépravent ; enfin l'agriculture n'a point pour prospérer une quantité suffisante de bestiaux.

Ces faits, dont plusieurs doivent cesser par la révolution qui s'opère aujourd'hui dans le gouvernement, expliquent comment plus de la moitié du Portugal est encore inculte, et comment la portion qui est cultivée en vignes, blé, légumes, olives, etc., ne l'est pas au degré de perfection auquel elle pourrait atteindre, et où elle était.

Les plants d'oliviers, une des premières richesses du Portugal, sont négligés. Les vignobles occupent beaucoup de terrains qui seraient plus propres au blé et au maïs, et les anciennes forêts

ne sont pas administrées avec soin. Le lin n'est pas cultivé en quantité suffisante pour la consommation intérieure, et la culture du chanvre est encore plus négligée. Celle des pommes de terre n'est pas assez répandue en Portugal : on s'occupe au contraire encore trop de topinambours, qui sont moins farineux et moins nourrissans. Les prairies sont trop rares ; on ne cherche point assez à les multiplier et à les entretenir. De belles vallées, propres à ce genre de culture, devraient y inviter les cultivateurs. La manière de labourer est encore très-imparfaite : la charrue ne fait qu'égratigner la terre. On emploie peu la herse, si utile pour enterrer les grains, enlever les mauvaises racines et rompre les inégalités du terrain. On sarcle peu les champs. L'usage est de semer après avoir labouré, sans laisser à la terre le temps de subir les utiles impressions de l'atmosphère.

Les engrais sont peu connus et mal employés. Cette partie essentielle est encore dans l'enfance. En général, on se borne à fumer avec de la bruyère qu'on fait pourrir sur les routes, et qui n'offre à la terre aucun suc fécondant. Ajoutez que, faute de soins, il arrive souvent que les récoltes sont entraînées par les torrens. C'est en dire assez pour montrer que le Portugal est loin d'avoir donné à son agriculture tous les soins qu'elle exige, et que cette première source de richesses demande une attention particulière. Puisse la révolution qui

s'opère y développer l'esprit public, sans lequel il n'est point de véritable puissance nationale !

L'industrie a besoin du même secours : l'Angleterre ayant toujours fourni à la consommation du Portugal les objets de fabrique, les manufactures y sont restées dans une grande insuffisance pour les besoins, et dans un degré d'imperfection qui ne leur a pas permis de soutenir la concurrence avec les fabriques étrangères. Écoutons sur cette matière un des hommes qui ont le mieux connu les véritables principes du commerce, M. le comte Chaptal, ce ministre à qui la France doit l'impulsion donnée à tous les genres de travaux productifs et au développement qu'ils ont obtenu depuis <sup>1</sup>.

« Le traité de Methuen de 1703 <sup>2</sup>, dit-il, conclu entre l'Angleterre et le Portugal, avait presque fait de ce dernier royaume une colonie anglaise. Ce traité, qui ne renferme que deux articles, a été une des sources de la prospérité manufacturière de l'Angleterre. A la vérité, le Portugal consomme peu par lui-même de l'industrie anglaise ; mais ses belles propriétés d'outre-mer lui présentent un immense débouché, surtout pour la bonneterie, la quincaillerie, la draperie légère, la toilerie, l'horlogerie, la bijouterie, etc. Un traité de 1810 entre les deux états a stipulé de nouveaux

<sup>1</sup> De l'Industrie française, tome 1, page 18.

<sup>2</sup> Methuen est le nom du négociateur habile à qui l'Angleterre doit ce traité avantageux.

avantages pour l'Angleterre, au détriment des autres nations.

« L'industrie française a constamment essayé d'établir des relations de commerce avec le Portugal, et de se mettre en concurrence avec les fabriques anglaises. Nos tissus légers et variés d'Amiens, nos batistes et linons, nos serges, nos toiles et notre draperie fine, nos cuirs apprêtés, nos eaux-de-vie, ont été successivement recherchés. Les soieries, l'horlogerie, les bronzes dorés, ont eu le même succès. Mais la domination de l'Angleterre et les habitudes contractées depuis un siècle n'ont pas permis que notre commerce prît en Portugal une grande importance ; et il lui a été constamment impossible d'y établir des relations durables, et de se lier, comme on dit, par des affaires suivies.

« Comme les vins de Portugal forment la principale production de son sol, le gouvernement anglais les reçoit dans ses ports moyennant un droit qui n'est pas la moitié de celui que paient les vins de France ; de sorte que la presque totalité passe en Angleterre, qui lui donne en échange des produits fabriqués. Cette différence dans les droits établis sur les vins transportés en Angleterre a dû en exclure tous nos vins ordinaires, qui auraient pu y entrer sans cela, en commerçant avec ceux du Portugal. Le privilège accordé à ces derniers en assure la consommation d'une manière presque exclusive, en même temps qu'il force le

commerce portugais à extraire de la Grande-Bretagne les produits de son industrie pour se payer de ses vins. Cet état de choses doit exister tant que l'Angleterre continuera à imposer nos vins au-dessus de ceux du Portugal ; et dans cette position nous ne pourons jamais fournir à la Grande-Bretagne que quelques qualités supérieures qui n'appartiennent qu'à notre sol ; ce qui n'est rien en comparaison de ce qu'on pourrait y porter. Ce système du gouvernement anglais produit un double effet également nuisible à notre commerce, le premier, de fermer un débouché à la principale production de notre territoire ; le second, d'empêcher que nos relations commerciales avec le Portugal deviennent aussi considérables qu'elles pourraient l'être.

« Mais, malgré ces entraves, l'intérêt des deux pays, la France et le Portugal, est tellement lié, qu'on a pu réduire nos relations commerciales, mais non les anéantir.

« En 1787, nos exportations pour le Portugal se sont élevées à une valeur de 5,935,000 francs, qui se composait de 1,306,900 francs en blé ; 70,000 francs en thé ; 108,500 francs en légumes ; 46,000 fr. en goudron et résine ; 797,500 fr. en étoffes et bonneterie, et le reste en objets divers de notre industrie. Les importations en France ont été, dans la même année, de la valeur de 9,207,600 fr. Elles consistaient en vins, fruits, cacao, poivre, girofle, cannelle, laine, soie, filo-

selle, cuirs, bois de teinture, huile de poisson et coton. Ce dernier article figure pour une somme de 2,410,400 francs.

« En 1788, les exportations de France pour le Portugal présentent un résultat de 4,213,600 francs, dans lesquels les blés sont compris pour 1,694,200 fr. ; les cuirs apprêtés pour 100,000 fr. ; les toiles de lin pour 446,100 francs ; les draps pour 27,300 francs ; les tabacs pour 27,800 francs. Les importations faites en France dans la même année sont un objet de 9,153,106 francs, et présentent les mêmes articles qu'en 1787.

« En 1789, il y eut pour 3,107,000 fr. d'exportations de France pour le Portugal, presque tous en objets de fabrique, tels que toilerie, rubannerie de soie, bonneterie, tissus de soie, de laine, etc. Les importations en France ont été à peu près les mêmes que dans les années précédentes.

« Quoique ces exportations ne balancent pas les importations, dont elles forment à peu près le tiers, le commerce de la France avec le Portugal nous était très-utile, en ce qu'il consistait principalement dans l'échange de quelques objets de notre industrie contre des matières premières ; et il pourrait devenir très-étendu, si jamais cette nation se dégageait des liens qui l'asservissent à l'Angleterre.

« Les porcelaines, la bijouterie, les meubles, les cuirs travaillés, les draps, les toiles avaient

obtenu en Portugal une grande faveur, dans un temps où notre industrie était loin de la perfection où elle est arrivée; et je ne doute pas que nous ne parvinssions aujourd'hui à y établir des relations solides et durables, quand je considère que la France lui présente un débouché plus étendu pour ses denrées coloniales que ne peut le faire l'Angleterre, qui a dans ses possessions une grande surabondance de ces objets.

« La translation du siège du gouvernement portugais à Rio-Janeiro a déplacé les intérêts commerciaux de l'Europe avec le Portugal; c'est vers les riches contrées du Brésil qu'il faut les diriger aujourd'hui. Toutes les nations seront admises sans doute à y porter leurs marchandises pour en extraire les productions du sol; la concurrence dans les ventes et dans les achats sera toute à l'avantage de ses habitans, et ce pays doit parvenir à un grand degré de prospérité par la nature et la qualité de ses denrées, pourvu que le commerce y reste libre.

« Dans ce nouvel état de choses, le commerçant portugais qui a ses comptoirs, ses habitudes et d'anciennes liaisons au Brésil, doit y trouver des avantages sur ceux des autres nations de l'Europe, et son gouvernement, en lui accordant ces faveurs légères dont tous les souverains font jouir leur propre pavillon, peut lui conserver un commerce étendu et prospère. »

« Mais n'en a pas été entièrement comme l'espérait

l'habile ministre qui nous fournit ce passage; si tous les peuples commerçans ont été admis dans les ports du Brésil, ce n'a pas été avec la même faveur et les mêmes avantages. L'Angleterre, où l'instinct national l'emporte toujours sur toutes les divergences ministérielles, n'a pas perdu de vue le Brésil. Elle a saisi l'occasion où la France, sortie d'une longue guerre, et encore affaiblie des secousses qu'elle avait éprouvées, n'offrait dans son gouvernement aucun obstacle à tout ce que le commerce britannique exigeait, sur le continent américain comme dans l'Inde. L'indifférence, peut-être l'incurie ou le manque de principes fixes dans nos ministres, a laissé une libre carrière à ceux de l'Angleterre pour mettre de leur côté tout ce que le nouvel établissement du Brésil pouvait leur offrir d'avantageux. Par une ordonnance du roi de Portugal et du Brésil du 18 juin 1814, le commerce anglais a obtenu un avantage de neuf pour cent sur les marchandises qui seront importées par les vaisseaux de cette nation dans les états du Royaume-uni du Brésil, du Portugal et des Algarves; l'intérêt général a été sacrifié à l'habitude d'une domination étrangère, et à l'ascendant qu'obtient depuis long-temps l'Angleterre dans de semblables transactions par l'effet naturel de l'esprit national, enfant de la liberté qui y règne.

Cependant les grands événemens qu'offrent aujourd'hui les rives du Tage, les conséquences qui

en doivent résulter en faveur des intérêts nationaux donnent lieu de croire que, mieux éclairés, les Portugais secouèrent entièrement le joug des intérêts étrangers pour ne voir que ceux de leur nation, et traiter avec tous les peuples sur le pied d'une parfaite réciprocité. Le Brésil réclame surtout cette sage politique. Mais, avant de nous y transporter, donnons un aperçu de la force et de l'étendue que présente aujourd'hui le Portugal dans les quatre parties du monde.

Les dix provinces qui composent le royaume situé en Europe n'offrent qu'une superficie de quatre mille six cent trente lieues carrées, et trois millions six cent quatre-vingt mille habitans ; mais ce royaume possède en Amérique le Brésil et la Guyane portugaise, dont l'étendue immense et encore peu connue offre une contrée fertile, sur laquelle, il est vrai, semble perdue une population qui ne s'élève au plus qu'à quatre millions d'individus, y compris les naturels, les Européens et les nègres.

En Afrique, Madère et Porto-Santo, les Açores, les îles du Cap-Vert, les établissemens de la Guinée, le gouvernement d'Angola, celui de Mosambique, forment des possessions appréciées, d'après la carte, à environ six cent soixante-quinze lieues carrées, avec une population d'environ quatre cent cinquante à quatre cent soixante mille habitans.

En Asie, le gouvernement de Goa, et Macao, dont on peut estimer la superficie territoriale de

cent quarante lieues carrées, avec une population de cent dix mille habitans environ.

Deux capitales aujourd'hui partagent la souveraineté portugaise. Lisbonne, qui, avec près de deux cent cinquante mille âmes, a le plus vaste et le plus sûr port de l'Europe ; c'est l'entrepôt de toutes les marchandises que les Portugais tirent de l'Amérique et de l'Inde. On y voit une junte royale, fondée dès 1755, pour l'administration du commerce, de l'agriculture, des fabriques et de la navigation. Mais cette institution, paralysée par l'active influence de la factorerie anglaise, n'a eu jusqu'à présent que des résultats peu avantageux pour les colonies et l'industrie portugaises. Tout porte à croire que, sous un régime plus libéral, cette torpeur cessera, et que la junte pourra donner une solide extension à son zèle en faveur des intérêts du commerce national. Nous en pourrions dire autant d'une administration intéressante, formée d'une compagnie pour encourager et diriger la culture de la vigne et le commerce des vins dans le haut Douro. Sans l'heureuse influence de la liberté, ces établissemens n'auraient que des effets imperceptibles et toujours subordonnés aux intérêts des Anglais.

Rio-Janeiro ou Saint-Sébastien, autre capitale, jusqu'ici colonie, aujourd'hui métropole, vient d'acquérir une grande importance : résidence du roi, elle offre maintenant une population d'au moins cent cinquante mille habitans. Comme Lis-